

La crise ? Connais pas !

Posté le : 29 avril 2012 13:15 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Humeur, Attitudes, Crise financière

Une des curiosités de toutes les phases de récession est l'imperturbable avancée des lobbies et grands prédateurs qui vivent de leur liens avec l'Etat.

Le grand public est en général peu au courant car la Presse parle peu de ces institutions et presque toujours dans le sens du poil quand elle le fait.

Prenons l'Europe. Si vous fouillez le net pour savoir combien il y a de fonctionnaires européens, il est impossible d'avoir une idée précise. Les dénombremens vont de 32.000 à 44.000.

On sait que ces gens sont très bien payés : près de 80.000 Euros annuels en moyenne, avec des hauts postes entre 200 et 500.000 Euros voir plus (comme le président de la BCE). Période électorale aidant les gouvernements ont fait semblant de bloquer une hausse des émoluments de près de 3.5% . Ils n'ont accepté que 1.7%. En vérité l'affaire a été portée comme lors de la dernière fantaisie de ce genre devant les juges européens qui donneront totalement raison aux fonctionnaires. Non seulement ils toucheront un rattrapage pour 2011 mais repartiront sur les nouvelles bases pour 2012 et 2013.

N'oublions pas que ces fonctionnaires ne paient pas d'impôts nationaux. La flambée fiscale française par exemple ne les atteindra pas. Le bouclier fiscal européen est en titane.

Les Eurocrates sont si sûrs de leur succès qu'ils ont prévu pour 2013 une hausse de 3.2% des frais de fonctionnement, ce qui portera à 213.000 Euro le coût du poste de travail européen. Et cela tout en proposant une réduction de 5% des effectifs. On ne se serrera pas la ceinture à Bruxelles, au Luxembourg et autres lieux-dits de l'Union Européenne, pour ceux qui restent.

A Paris on va vers un effectif de 52.000 personnes, soit 1/3 de plus que les effectifs européens. On sait qu'avec M. Delanoë le slogan est : "pourquoi se gêner ; je ne m'excuserais pas !"

Qui sait en revanche que les directrice de crèche se sont vu subrepticement accorder le statut de fonctionnaire catégorie A ? Une mesure incroyablement coûteuse qui déséquilibre tous les financements de crèche dans toute la France à un moment où on les multiplie. Citation dans la presse ? Aucune. Discussion lors de la campagne électorale ? Néant. Des exemples comme celui là il y en a des centaines. Le Moloch adminsitratif marche en avant sans s'occuper de l'environnement. Vive la tranche à 75% de l'IR !

Dans un genre différent constatons en pleine campagne électorale la parution d'un énième rapport Pauget exigeant la disparition du chèque "gratuit". L'organisation des banques françaises, corporation pétainiste de façon certaine, celle-là, veut rendre payant l'ensemble des moyens de paiements. Elle ne veut plus ni du chèque ni de la monnaie en pièces et en billets.

On sait que les dépôts dans les banques ne sont pas des dépôts mais des prêts gratuits. Les banques utilisent immédiatement toute trésorerie qui lui est confiée pour leur compte propre, les mettant aussitôt en danger. Elles ont une peur panique des rushs vers la liquidité. Elles ont obtenu des avantages dérogatoires du sens commun pour essayer de ne jamais subir les foudres de la clientèle.

Vous voulez quitter la banque ? D'accord mais après avoir viré votre argent dans une autre banque.

Pas question de vous fournir votre solde en liquide. Prisonnier des banques vous devez rester prisonnier des banques. Vous voulez retirer de l'argent liquide de vos comptes ? Désolé on ne le peut plus au guichet : il faut passer par l'automate. Mais je n'ai pas de cartes de crédit ! Souscrivez c'est payant. Je dois payer pour retirer l'argent que je met en dépôt chez vous ? Euh oui mais non mais bien sûr. On fera pression sur vous jusqu'à ce que vous craquiez et vous dotiez d'une carte. Payez et faites le travail vous-même. Votre argent m'intéresse à condition que j'en fasse ce que je veux et que vous ne puissiez le retirer qu'avec les plus grandes difficultés. Quelques oiseaux rares résistent. On leur donne des cartes à retrait unique ! A chaque retrait il faut redemander une carte. Pratique, non ? Les mêmes banques ont obtenus le droit en cas de déficit du compte-chèques de casser vos instruments de placements et de se servir eux-mêmes sans même vous avertir. Le droit de propriété ? Il n'existe pas pour les clients des banques.

Mais voilà : il reste le chèque, le maudit chèque. Il est d'usage gratuit alors que tout le reste est payant. Insupportable, non ? Inlassablement le Moloch monte à l'assaut. Il faut réduire l'usage du chéquier et le rendre payant. Evidemment il faudra trouver un autre nom pour le compte-chèque. Le plus drôle est que l'Etat, phagocité depuis longtemps par les Inspecteurs des Finances qui règnent en maîtres sur la banque a imposé le chèque comme moyen de paiement obligatoire pour certaines opérations et en tout cas pour tout paiement supérieur à une certaine somme (de tête 5000 euros). Va-t-il inventer le virement payant obligatoire pour tout paiement à partir d'un compte-carte ?

Pour qui suit la guerre d'usure menée par les banques depuis des décennies contre le chèque l'aspect comique provient des justifications avancées qui changent en fonction de la mode. Aujourd'hui on nous dit qu'il faut supprimer le chèque gratuit pour payer la modernisation des paiements par cartes. Si ces nouveaux systèmes sont productifs pourquoi devrait-on payer plus cher que pour ceux qu'ils remplacent ?

Et la Presse obligée de survivre dans la mouvance des banques de chanter les louanges de ces rationalisations putassières. Et gare à leur direction si elle n'obtempère pas.

Eric Fottorino, l'ancien directeur du journal le Monde, raconte dans son dernier livre (Mon tour du Monde) comment il a été viré par M. Pébereau, le président infatué et gonflé de primes et bonus de la BNP. La raison : il avait montré que ce M. Pébereau était comme une pieuvre dans la quasi totalité des conseils d'aministration des grandes entreprises françaises, cumulant les jetons de présence et les pouvoirs.

Plus rien ne peut se faire dans la presse ou dans l'industrie sans ce M. Pébereau qui touche à tous les rateliers et dispose d'un pouvoir de nuisance absolue en cette période de crise.

Mérites : nuls. La BNP comme toutes les grandes banques "généralistes" ologopolistiques françaises multiplient les conflits d'intérêt et en tirent profit. En plus, actuellement, la BNP emprunte à 1% et replace en bons d'état à 3 ou 4. Des dizaines de milliards d'Euros. Il faut deux personnes à la banque pour ces opérations d'une technicité redoutable : il suffit de savoir faire des additions et des soustractions, et de savoir remplir les imprimés. Et le bonus va au dirigeant sous forme d'argent et de pouvoir. Ils ont tellement de talent !

Les portefeuilles sont remplis de crédits problématiques ? Pas d'importance. Une grande banque en général se refinançait à hauteur de 15 ou 20% auprès de la banque centrale. Pour certaines grandes banques on en est à 80%. Il y a tellement de mistigris dans les portefeuilles que plus une banque ne fait confiance à une autre banque. Ils savent, eux, que leurs directions ont fait gonfler les bilans au delà de toute mesure et de toute sécurité. Ils pourraient tous être poursuivis pour faillite par moyens ruineux. Alors la BCE dirigée par l'un des leurs fait tourner la planche à billets pour les sauver. Et protéger les dépôts qu'ils ont employés à mauvais escient au risque de leur faire perdre toute valeur.

Le plus drôle est de voir certains cumuler leurs rentes de satrape sans mérite avec ...leur retraite de

l'Inspection des finances. Pourquoi se gêner ?

Pourquoi se gêner ! La crise n'existe pas. Les grands prédateurs et les petits, bien embossés dans les arcanes des institutions nationales et internationales savent qu'ils peuvent tout se permettre en se moquant totalement des électeurs et de la conjoncture.

Sylvain